

En pleine fournaise estivale, la population de Gaza torturée par la soif

Les bombardements et la pénurie de carburant ont mis hors service une grande partie du réseau d'eau potable de l'enclave. Remplir un simple jerrycan est devenu un parcours du combattant. L'armée israélienne interdit même aux Palestiniens d'accéder à la mer, sous peine de représailles.

Par Marie Jo Sader

Publié le 23 juillet 2025 à 16h08, modifié le 24 juillet 2025 à 15h54 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Des Palestiniens déplacés se rassemblent pour recueillir de l'eau d'un camion-citerne dans un camp à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, samedi 19 juillet 2025. ABDEL KAREEM HANA/AP

Réfugié dans la région de Mawassi, qui s'étire le long du rivage, dans le sud de la bande de Gaza, Ahmed Rashad, père de cinq enfants, doit marcher 5 kilomètres sous une chaleur suffocante pour atteindre un robinet d'eau douce. Il fait partie des Gazaouis vivant dans des zones difficilement accessibles aux camions-citernes humanitaires, à cause du danger lié aux opérations militaires israéliennes. « Dès 7 heures, il faut se concentrer sur la recherche d'eau. J'emmène mon fils de 13 ans. Je porte deux gallons de 20 litres, lui un de 10. Le plus dur, c'est l'aller : que de la montée ! Au retour, on est tellement assoiffés qu'on vide deux à trois litres d'eau », raconte Ahmed, 42 ans, épuisé par quatorze mois de vie sous tente.

Lire aussi | [En direct, Gaza : des parlementaires européens exigent des sanctions et un embargo sur les armes contre Israël ; la presse réclame toujours un accès libre à l'enclave](#)



Des centaines de milliers de Gazaouis comme lui luttent quotidiennement pour trouver de l'eau pour boire et cuisiner. Un parcours du combattant qui peut s'avérer mortel. Le 13 juillet, à Nousseirat, dans le centre du territoire palestinien, dix personnes, dont huit enfants, qui attendaient de remplir leur bouteille près d'un camion-citerne ont péri dans un tir israélien. L'Etat hébreu a plaidé l'« erreur technique ».

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Comme la famine, la crise de l'eau est fabriquée de toutes pièces par l'Etat hébreu. L'alimentation en eau de la bande de Gaza dépend de trois principales sources : les usines de dessalement, les puits souterrains et les importations d'Israël, via trois connexions dans le Nord, le centre et le Sud.

Mais 80 % de ces infrastructures hydrauliques ont été totalement ou partiellement détruites par l'offensive israélienne. Près de 90 % du territoire côtier étant situé en zone militaire ou placé sous ordre d'évacuation, la remise en état du réseau est très compliquée. Le 20 juillet, l'armée a encore étendu ses opérations, en pénétrant dans Deir Al-Balah, au centre de l'enclave, où se trouvent des installations cruciales, dont une des trois grandes stations de dessalement.

Electricité coupée

« Tout dommage à ces infrastructures aurait des conséquences potentiellement mortelles », alerte Rosalia Bollen, porte-parole de l'Unicef pour Gaza. Environ 200 000 habitants dépendent de cette usine – soutenue par l'ONU – qui fonctionne au ralenti depuis le début de la guerre. « Elle ne produit plus que 3 000 mètres cubes par jour, contre 20 000 avant, pour 700 000 personnes », explique Omar Chatat, directeur technique de la Société des eaux de Gaza.

La station du centre, plus petite, tourne elle aussi en deçà de ses capacités, tandis que celle du Nord a été entièrement détruite par l'armée israélienne. Les trois lignes d'approvisionnement de Mekorot, la compagnie nationale israélienne des eaux, subissent des coupures fréquentes. « On ne sait pas si ce sont les Israéliens qui coupent l'eau à la source ou s'il faut effectuer des réparations. Nos équipes ne peuvent pas accéder aux réseaux de distribution ni aux vannes, à cause des ordres d'évacuation. On demande l'autorisation, mais elle est toujours refusée », déplore Issam Al-Nabi, porte-parole de la municipalité de Gaza.


Au total, la production d'eau potable à Gaza a chuté de plus de 70 %. Cette baisse est due aux destructions, mais aussi au manque de carburant. L'électricité étant entièrement coupée depuis le début de la guerre, le fonctionnement des installations hydrauliques dépend de moteurs diesel. Le 9 juillet, pour la première fois en cent trente jours de blocus strict imposé par Israël, une quantité limitée de carburant a été autorisée à entrer. Mais cela reste très insuffisant, selon les agences de l'ONU. Faute d'énergie, l'eau ne peut pas être pompée, et n'arrive qu'en très faible quantité aux robinets, même pour les Gazaouis qui disposent encore d'un logement. La moyenne disponible est souvent de 3 à 5 litres par personne, très en dessous du seuil humanitaire minimal de 15 litres par jour.

« Diarrhées aiguës »

La grande majorité des Gazaouis dépendent des livraisons par camions-citernes, qui sont souvent à l'arrêt, du fait de la pénurie de carburant. « On livre tous les deux jours dans le meilleur des cas, souvent seulement deux fois par semaine. Toutes organisations confondues, on couvre à peine 20 % des besoins à Khan Younès, par exemple, affirme Mazen Al-Fakaawi, employé par l'ONG italienne WeWorld. Tous les jours, des gens s'évanouissent dans les files d'attente. Le plus dur, c'est de les voir faire la queue pendant des heures avec leurs jerrycans, pour que la moitié reparte sans une goutte, car le camion est vide. »

La tension est telle que l'Unicef rapporte des incidents inédits d'attaques de camions-citernes par des civils. « C'est dû au désespoir. Parmi les Gazaouis interrogés, 95 % disent ne pas avoir accès à une eau propre et suffisante. Beaucoup utilisent de l'eau sale ou contaminée, ou évitent de boire malgré la

chaleur extrême. La semaine dernière, 44 % des consultations médicales étaient liées à des maladies hydriques, comme les diarrhées aiguës », poursuit Rosalia Bollen. L'absence d'eau oblige les personnes déplacées à vivre dans des conditions d'hygiène catastrophiques.

Lire aussi |  [De Gaza à Amman, le récit du sauvetage sous haute tension des archives familiales de l'UNRWA](#)



Les Gazaouis, qui sont des centaines de milliers à vivre sous des tentes plantées le long du rivage, se tournent vers la mer pour se laver et supporter la fournaise. Mais, le 12 juillet, l'armée israélienne a formellement interdit l'accès à la mer pour les civils, menaçant les contrevenants d'une riposte immédiate. Malgré cela, de nombreuses familles continuent de se baigner dans la Méditerranée. « Bien sûr qu'on a peur, mais la mer est notre seule échappatoire et le seul moyen de nous laver. De toute façon, ils nous tuent partout », témoigne, amer, Haitham Chaat, déplacé avec sa famille sur la plage d'Al-Qarara.

Les cinq enfants de Yasser Abou Aahed, eux, sont privés de baignade depuis le 12 juillet. L'homme de 52 ans, amputé d'une jambe, réfugié à Mawassi Khan Younès, craint trop pour leur vie. « On n'y va pas. Ils ont des caméras. Ils peuvent voir, ils peuvent tirer. Nous demandons aux pays étrangers de nous aider pour que ça s'arrête. Nous sommes épuisés. Nous voulons juste nos droits fondamentaux : manger, se soigner, envoyer nos enfants à l'école », supplie ce père de famille, qui croit encore à la possibilité d'être sauvé par « le monde libre ».

Lire aussi |  [Face aux massacres et à la famine à Gaza, la résignation non dite de la diplomatie française](#)



Marie Jo Sader

Jeux

Découvrir



Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant

Mots croisés

Chaque jour une nouvelle grille de Philippe Du